

● (2200)

Bref, il en coûte deux fois plus cher au gouvernement en loyer et en frais d'intérêt d'utiliser l'immeuble de la CAE que de louer un nouvel immeuble, dans lequel il aurait pu prévoir les locaux assez grands pour l'expansion future, et économiser à long terme des millions de dollars. On prévoit l'établissement de quatre autres centres de données fiscales dans diverses régions du pays, et tout ce que j'espère, c'est que les négociations pour leur construction ne seront pas menées de la même façon.

J'aimerais soulever deux autres points. La construction d'un nouvel immeuble aurait été terminée plus vite que la rénovation de l'immeuble de la CAE. Ces rénovations sont loin d'être terminées et je ne peux voir comment le gouvernement pourra commencer son programme de décentralisation le 1<sup>er</sup> janvier 1976, comme il était prévu.

Est-ce une autre erreur coûteuse comme celle qu'avaient faite le gouvernement fédéral et Air Canada en demandant à la CAE de réparer les Viscounts hors d'usage qui ne peuvent toujours pas voler, afin d'apaiser les Manitobains à coup de millions? Ces avions pourrissent toujours à l'aéroport de Winnipeg.

Peut-être le ministre de la Défense nationale (M. Richardson) peut-il faire un peu de lumière sur l'affaire d'un centre d'information et la CAE. A-t-il, par hasard, poussé le gouvernement à placer un centre d'information dans l'édifice de la CAE pour pouvoir déclarer qu'il avait obtenu un autre contrat pour la CAE et l'ouest du Canada? Si oui, ce n'est pas le genre de marché louche dont veulent les Canadiens.

En réponse à ma question au *Feuilleton*, on a déclaré que la Metropolitan Estates Properties Corporation avait fait une soumission pour la construction d'un nouvel édifice, mais que le gouvernement l'a rejetée. J'espère que, ce soir, le secrétaire parlementaire pourra dire à la Chambre ce que contenait la soumission de la Metropolitan Estates Properties Corporation, et donner au grand public une explication complète de toute l'affaire.

En terminant, permettez-moi de signaler qu'au moins quatre à cinq millions de dollars auraient pu être épargnés aux contribuables si l'on avait loué un nouvel édifice plutôt que de louer temporairement celui de la CAE.

[Français]

**M. Alexandre Cyr (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics):** Madame le président, j'ai écouté avec attention l'exposé qu'a présenté l'honorable député de Winnipeg-Sud-Centre (M. McKenzie) et je le félicite ainsi que son collègue, l'honorable député de Saint-Boniface (M. Guay), de l'intérêt qu'ils portent au projet de gouvernement dans la région du Grand Winnipeg. Le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé (M. Blais) a déjà répondu à l'honorable député et on m'informe que le ministère des Travaux publics n'a aucun renseignement supplémentaire à donner à l'heure actuelle.

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE—LA LUTTE CONTRE L'INFLATION ET LE CHOIX D'UN AVION PATROUILLEUR À LONG RAYON D'ACTION

**M. Allan B. McKinnon (Victoria):** Madame l'Orateur, je prends la parole parce que la semaine dernière, le 16 octobre, le ministre de la Défense nationale (M. Richardson) m'a donné une réponse insatisfaisante lorsque je lui ai demandé où en était le projet du gouvernement d'ache-

*L'ajournement*

ter un avion patrouilleur à long rayon d'action. Voici ce qu'il a dit:

Monsieur l'Orateur, le cabinet est actuellement saisi des questions importantes de l'approvisionnement et de la réorganisation des forces et lorsqu'il aura pris des décisions, elles seront annoncées de la manière habituelle.

Voilà le genre de réponse que nous recevons depuis plusieurs années.

Si quelqu'un n'achète pas de vêtements pendant des années, il lui faut tôt ou tard renouveler entièrement sa garde-robe. C'est ce qui se produit dans le cas des membres des Forces armées canadiennes. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'actuel premier ministre (M. Trudeau), celui-ci n'a mis sur pied aucun programme de remplacement du matériel. Actuellement, il faut tout remplacer: les tanks, les avions et les navires. Pour illustrer à quel point il n'est pas économique de reporter les dépenses à plus tard, il n'y a qu'à penser à l'insuccès du programme de remplacement des avions de patrouille à long rayon d'action.

Le 17 mars 1969, M. Cadieux, alors ministre de la Défense nationale, déclarait qu'il envisageait sérieusement le remplacement de l'appareil Argus. Six ans ont passé et le hansard ainsi que les comptes rendus des délibérations du comité des affaires extérieures et de la défense nationale continuent de nous assurer que des progrès sont réalisés. Ces progrès de tortue ont donné lieu à une déclaration de l'actuel ministre de la Défense nationale selon laquelle le choix se limitait à quatre sociétés, puis, en 1973, à deux.

Cela nous a menés au stade de définition du contrat d'après lequel, assez curieusement, le Canada devait payer à Boeing et à Lockheed plus de 11 millions de dollars pour promouvoir la vente de leurs appareils chez nous. Au nombre des propositions, on devait compter: les capacités de performance, les prescriptions techniques, les plans de production et le coût des appareils, ainsi que les possibilités d'emploi et les bénéfices industriels pour le Canada. En novembre 1974, le ministre a déclaré sans équivoque que la décision serait prise en avril, mai ou juin 1975. Les prix inscrits dans les soumissions seraient maintenus pourvu que le contrat fût signé avant le 2 août 1975.

On aurait dit que le gouvernement avait finalement été acculé à prendre une décision mais il ne faut jamais sous-estimer la capacité du gouvernement à atermoyer, surtout lorsqu'il s'agit d'achats pour la Défense. Nous avons continué de poser des questions tout l'hiver et, le printemps dernier, on nous a assuré que tout se déroulait comme prévu. Le 25 juillet, le ministère de la Défense nationale a publié un très court communiqué annonçant de nouveau que le nombre des propositions avait été réduit à deux et que, aucune décision ne pouvant être prise sans tenir compte du plan gouvernemental de restructuration de l'industrie aéronautique du Canada, la décision concernant l'avion de surveillance à long rayon d'action était remise à l'an prochain.

Ainsi on a gaspillé 11 millions de dollars—pour permettre au gouvernement de remettre sa décision de jour en jour pendant deux ans. Si l'on a besoin d'une autre preuve montrant que l'on avait abandonné l'idée de passer contrat, elle nous a été fournie la semaine dernière par le Ministre lorsqu'il a déclaré que le Canada songeait maintenant à acheter l'Orion P-3C «encore à l'état de projet». Envoyée la nécessité pour le Canada de participer à la construction! Envoyée la nécessité pour les Canadiens de fabriquer les appareils électroniques et de surveillance indispensables! Envoyés également plus de 11 millions de dollars!